“ Le peuple n'est pas plus tenu de laisser l'autorité civile à ses chefs, que l'autorité militaire à ses généraux. Il est à tout instant pleinement maître de changer la forme du gouvernement.” (CONTRAT SOCIAL).

Telle est dans ses grandes lignes, la théorie de la souveraineté essentielle et permanente du peuple. Elle eut en Rousseau son plus puissant apôtre et son plus vigoureux défenseur. Séduisante au premier abord, propre à flatter les passions et à faire naître dans le peuple des désirs immodérés d'émancipation et de liberté, cachant avec soin le vice de ses preuves et les dangers multiples de ses conséquences, cette thèse erronée fut accueillie avec enthousiasme, et soutenue avec chaleur par une foule d'écrivains et de publicistes ; aujourd'hui encore elle est admise comme un dogme indiscutable.

Quoique fautive et dangereuse, cette théorie ne nie pas nécessairement l'origine divine du pouvoir, elle n'affirme pas d'une manière absolue l'omnipotence du peuple. “ Il ne serait ni exact ni juste, dit M. le comte de Varennes-Sommière, dans son bel ouvrage sur les principes fondamentaux du droit, de prétendre que ses adeptes repoussent par cela seul l'idée que le pouvoir vient de Dieu. Ceux d'entre eux qui sont spiritualistes peuvent et doivent dire que la souveraineté du peuple vient, à leurs yeux, de la nature et de Dieu... Encore moins pourrait-on accuser à priori les partisans de la souveraineté du peuple, de reconnaître au peuple une souveraineté supérieure aux lois naturelles et indépendantes des volontés divines.” Aussi Benjamin Constant et d'autres partisans convaincus de cette thèse, repoussent-ils énergiquement l'opinion que le peuple est libre de décréter ce qu'il veut, qu'il fait le choix, qu'il n'a pas à s'inquiéter de règles supérieures. “ Aucune autorité sur la terre, n'est illimitée, ni celle du peuple, ni celle de la loi qui, n'étant que l'expression de la volonté générale, doit être circonscrite dans les mêmes bornes qui lui tracent la justice et les droits des individus... La volonté de tout un peuple ne peut rendre juste ce qui est injuste.” (OFFICIEL, 28 JUIN 1837).

En relevant ces aveux, notre but n'est pas de montrer sous un jour favorable un système essentiellement subversif de l'ordre social, mais uniquement de flétrir davantage celui présenté sur la même question par les radicaux de nos jours, et de signaler leurs conclusions comme extrêmes et rejetées du plus grand nombre.